



Le Grand Moyen-Orient et les défis socio-culturels

Beaucoup de questions et pas de réponses

par Mohamed MAKHLOUF

Il ne faut pas trop s'attarder à parler de l'influence de la mondialisation sur les cultures du monde, ceci étant bien connu et convenu. Mais il en est autrement pour ce qui est des défis posés par cette mondialisation sur telle ou telle culture.

Avant de parler de défis culturels ou autres, il y a lieu d'indiquer que l'espace géographique défini dans le projet américain du « Grand Moyen-Orient » compte des pays caractérisés par l'échec de leurs plans de développement à un degré ou à un autre, y compris les riches parmi eux, qui jouissent de sources d'énergie stratégiques. Ces pays connaissent également, presque dans leur totalité, un taux élevé d'analphabétisme et de chômage. La femme y est très marginalisée et écartée du processus de production de son pays.

Il est souvent plus facile de poser des questions que de leur trouver des réponses, et il est encore beaucoup moins facile de poser les « vraies » questions au bon moment, afin qu'elles ne soient pas un simple bavardage sur le beau passé.

Le grand défi socio- culturel dans le contexte du projet du Grand Moyen-Orient, se traduit essentiellement dans un premier temps, par une méthode d'approche des valeurs occidentales, dans la perspective de les adopter en tant que « culture du plus fort », et ce dans le cadre de la mondialisation libérale.

Cette approche peut prendre plusieurs appellations allant d'un « dialogue des cultures », dont on est souvent revenu ces dernières années, jusqu'au « choc des civilisations » proposé par le grand intellectuel américain, Samuel Huntington. Cette notion de « choc » a été projetée avec force sur la scène par de nombreux analystes, chercheurs et politiques, depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Si tout un chacun convient de l'importance capitale des défis géopolitiques et des paris de l'énergie concernant le projet de « construction » du Grand Moyen-Orient, le plus grand défi reste de nature culturelle. Le Grand

Moyen-Orient porte, outre ses dimensions politique, stratégique et économique, deux autres dimensions tout aussi essentielles pour l'avenir de cette région et pour son intégration véritable dans la communauté internationale : la modernisation et la démocratie.

Ici, le défi socio-culturel prend toutes ses dimensions pour le « Grand Moyen-Orient », car la modernisation et surtout la démocratie, doivent être un facteur de stabilité dans la vision future de ce grand espace géographique, et non un facteur de déstabilisation. Car comment vaincre les valeurs traditionnelles ancrées telles le clanisme, le tribalisme, le communautarisme et même plus que tout ça, et introduire d'autres valeurs sans « démanteler » les structures qui ont créé cette situation et qui ont une certaine légitimité historique du fait qu'elles sont ancrées dans ces sociétés, c'est-à-dire les sociétés du Grand Moyen-Orient au sens large, tel que le veut le projet américain ?

Certes, ce défi consiste à s'engager sur la voie de la modernisation et adopter la démocratie comme base de fonctionnement de la société, sans que cela soit imposé par l'étranger, en l'occurrence l'Occident, et ce quelle que soit la volonté américaine aujourd'hui d'imposer ses valeurs au nom du développement écrasant de son économie qui lui donne le droit – aux yeux des Américains –, d'imposer son modèle culturel. Ici, nous ouvrons deux parenthèses pour souligner une contradiction notoire : autant la mondialisation a renforcé la dimension universelle du niveau économique et politique, autant elle a renforcé, en revanche, le besoin d'affirmer leur identité culturelle chez les différents peuples (mondialisation contre « tribalisation » identitaire et culturelle).

Si la culture doit jouer un rôle pour pousser les sociétés du Grand Moyen-Orient avec toutes leurs composantes variées pour ne pas dire hétérogènes, vers davantage de participation démocratique, tel que le stipule le projet américain de cette région du monde, ceci affaiblira forcément les pouvoirs en place, qui de « nature » ne sont pas attachés à la démocratie, et même n'ont aucune dimension démocratique. Ces pouvoirs en question sont appelés à soutenir le projet du Grand Moyen-Orient, pour être « soutenus » à leur tour et promouvoir la démocratie, c'est-à-dire qu'il faudra en fait réaliser une chose et son opposé.

Par ailleurs, les leçons d'histoire moderne nous ont appris que les sociétés humaines n'ont jamais pu « digérer » facilement des mutations profondes telles que celles qui sont proposées aux sociétés du Grand Moyen-Orient – modernisation et démocratie -. Les régimes totalitaires comme ceux de Joseph Staline ou Saddam Hussein, ont pu imposer de nouvelles valeurs à la « force

de l'épée ». Mais ces régimes sont de nature contraires à la démocratie. La grande exception serait le cas japonais après la Deuxième Guerre mondiale où de grandes transformations ont été opérées suite à un événement exceptionnel, premier du genre dans l'histoire de l'humanité : le bombardement de Hiroshima et Nagasaki, les deux villes japonaises martyres, avec des bombes atomiques engendrant des dizaines de milliers de victimes.

Bien sûr, on ne peut pas imposer la démocratie par la force, aux pays du Grand Moyen-Orient, de la même façon que les régimes totalitaires ont imposé leurs valeurs, car la pensée moderne et « démocratique » doit faire face à la pensée traditionaliste, notamment la pensée fanatique des mouvements islamiques extrémistes. Celle-ci est très éloignée des idées ouvertes du mouvement de la réforme et de la renaissance apparu dans le monde musulman dès la deuxième moitié du XIXe siècle avec Jameleddine Al-Afghani, Mohamed Abdou, Rachid Rédha, Abdelhamid Ibn Badis... qui n'ont pas hésité à dénoncer les pratiques des musulmans qui s'éloignaient de l'esprit de l'Islam. Ils avaient souligné la nécessité de recourir à la raison pour comprendre les textes religieux, et de s'adapter à l'époque notamment avec les nouvelles idées du siècle des lumières européen, au XVIIIe siècle. La plus grande preuve de cette tendance est la traduction par Cheikh Rafa'a Rafi'e Ettahtaoui, du livre « L'Esprit des Lois » de Montesquieu, vers l'Arabe, au début du XXe siècle.

Le défi culturel est ainsi posé, surtout, pour les citoyens du Grand Moyen-Orient, et ses intellectuels en premier lieu. Ceux-ci ont la responsabilité de mener la bataille de la « modernisation » en commençant par revoir l'héritage de toute sorte de despotisme et tenter le renouveau. Mais le contexte général actuel au sein des sociétés de l'espace géographique concerné par le projet du Grand Moyen-Orient, n'encourage pas ces tentatives mais plutôt les étouffe et les marginalise. Si certains évoquent le mouvement de réforme dans le monde arabe, en comparaison avec celui de Martin Luther contre l'Eglise romaine, afin de renouveler la pensée chrétienne occidentale, ils oublient que les idées luthériennes sont venues dans le contexte de la Renaissance européenne réformatrice dont les prémises ont débuté au XVIe siècle.

Le défi social et culturel –deux faces d'une même pièce– pose la question de la relation avec le passé. Eviter cette question nous éloignera du pari du progrès et de l'avenir par la même occasion. L'histoire de l'humanité est devant elle. On ne peut pas se contenter d'adopter la position des passésistes. Il n'y a pas de doute que des constantes ont participé à la constitution des nations et des peuples du Grand Moyen-Orient. Le problème n'est pas dans ces constantes mais dans leur appréhension. C'est cette question « d'appréhension » qui fait la différence entre celui qui se recroqueville et qui se contente de ce qu'il a, et

celui qui pense que le progrès est possible et qu'on peut prendre le train de la modernité sans trahir son identité et ses constantes. Quoi qu'il en soit, les personnes concernées par le projet du Grand Moyen-Orient, y compris ses initiateurs les Américains, - même s'il ne s'agit pas réellement de leur pari - doivent aborder les vrais thèmes du défi socio- culturel, dans une atmosphère de liberté intellectuelle presque inexistante dans l'espace concerné. Autrement dit, il faudrait rapporter l'impensable dans le domaine de la libre pensée.

La relation avec le passé et le présent, apparaît dans la pensée novatrice débattue dans les pays du Grand Moyen-Orient, comme une relation double : préserver l'essentiel du passé et insister sur la pratique de la liberté de penser pour le présent, qui est une condition *sine qua non* pour tout renouvellement ou processus de modernisation. En effet, les leçons de l'Histoire ont prouvé que limiter la liberté de penser, de recherche et d'expression, était souvent accompagné de stagnation. Une des meilleures thèses de la pensée novatrice qui pourrait être un instrument essentiel pour faire face au défi socio- culturel dans les sociétés concernées par le projet du Grand Moyen-Orient, consiste à concilier la démocratie – au sens large du terme y compris la liberté de penser et la garantie des droits de l'homme – et la liberté de croyance sans sectarisme ni extrémisme.

Si le défi culturel essentiel qui fait face au projet du Grand Moyen-Orient concerne la manière dont les pays concernés amorcent la voie de la modernité devenue universelle, un de ses aspects les plus importants porte sur l'éducation. Le système éducatif de ces pays souffre de grandes carences notamment du fait de l'analphabétisme dont le taux continue à être très important. En outre, la production intellectuelle et scientifique y est très modeste par rapport aux pays développés. Il suffit pour le montrer, de revenir sur le rapport du PNUD (Programme des nations unies pour le développement), de 2003, qui évoque des chiffres effarants en matière de production culturelle au Moyen-Orient par rapport au reste du monde.

De même, la modernité et la démocratie sont étroitement liées au principe des droits de l'homme. Ceci nécessite en fait une mutation profonde et « révolutionnaire » dans la mentalité, autrement dit, la libération de la raison et du savoir humains des différents obstacles qui les enchaînent.

Si les réalisations scientifiques et technologiques de l'Homme lors des dernières décennies, notamment la révolution de l'informatique et de la communication, ont apporté beaucoup de facilités aux humains dans leur vie et leurs échanges, il ne faut pas oublier que ces réalisations ne sont pas autant « l'allié » de l'homme que des forces économiques et financières dominantes, et un moyen de garder la main basse sur le pouvoir. La relation

intime entre le pouvoir et la révolution est connue depuis la nuit des temps. C'est ce qui a été exprimé par l'écrivain français, Henri de Montherlant, en parlant de Christophe Colomb et des conquérants qui sont entrés en Amérique par l'Espagne et le Portugal d'abord puis par l'Europe en général. Il disait : « ils voulaient l'or parce qu'il donnait le pouvoir, puis ils voulurent le pouvoir parce qu'il donnait l'or ». L'interrogation sur les vraies visées américaines du projet du Grand Moyen-Orient est donc légitime !

A partir de ce contexte, la pensée réformatrice moderne dans les sociétés du Grand Moyen-Orient traditionnelles par excellence fait face au problème d'appartenance à l'époque moderne, loin des babillages inutiles et du « surplace ». Il faut donc à tout prix sortir de ce cercle vicieux qui est de refuser toute réforme venant de l'extérieur, c'est-à-dire de l'Occident dans le contexte actuel, car ce refus est en soi un rejet de la leçon dont l'importance a été sans cesse prouvée par l'Histoire. Les nations sous-développées ont toujours été influencées par les nations les plus développées et tiraient profit de leurs expériences. L'Occident européen avait lui-même été influencé pour réaliser sa renaissance, par la civilisation arabo-musulmane, ses sciences et connaissances. Feu le président français, François Mitterrand l'avait clairement indiqué le jour de l'inauguration de l'Institut du monde arabe à Paris, en disant ce qui signifie: « vous – désignant les Arabes et les musulmans – avez contribué avec vos sciences et vos connaissances à l'évolution et au progrès de l'humanité. Nous avons pris ces sciences et connaissances et les avons assimilées pour qu'elles deviennent une partie de nos sciences et connaissances ». Dans le même esprit, le président actuel Jacques CHIRAC n'a pas hésité à affirmer lors de l'assemblée générale de l'UNESCO en 2001 à Paris, que la culture arabo-musulmane « a assimilé les connaissances des anciens et s'est propagée aux quatre coins du monde, à une époque où l'Europe se recroquevillait sur elle-même ». L'histoire de l'humanité est donc une et continue.

En effet, le projet du Grand Moyen-Orient paraît réalisable aux plans politique et économique. Les Etats-Unis, initiateur du projet, pourraient réussir – ou ne pas réussir – à l'imposer en s'appuyant sur leur position hégémonique dans le contexte international actuel, et au vu de l'importance qu'elle lui accorde pour ses intérêts stratégiques. Mais le défi principal pour que ce projet soit viable est le défi socio-culturel.

Il est clair que l'administration américaine actuelle, à la lumière de l'idéologie des néo-conservateurs qui inspirent dans une large mesure sa politique extérieure et ses plans stratégiques, cherche à faire du modèle américain et de ses valeurs, à leur tête la « démocratie », le modèle régnant dans le monde, « même si cela devait passer par la force ». Mais on peut

parier que cette volonté ne se concrétisera jamais dans la réalité, car tous les pays et sociétés concernés par le projet du Grand Moyen-Orient ont exprimé leur rejet de tout « modèle » imposé de l'extérieur. C'est ce qui a été confirmé par la « Note franco-allemande » de février 2004, à propos du partenariat stratégique pour un avenir commun avec le Moyen-Orient.

Ce document a indiqué que « toute initiative concernant le Moyen-Orient doit répondre aux besoins et aux aspirations de la région ».

Ce qui est sûr, c'est que l'Europe a grand intérêt à ce que la région du Moyen-Orient retrouve la sécurité et la stabilité, du fait de la proximité géographique, des paris stratégiques et encore, des liens culturels, humains et historiques entre ces deux régions même s'ils ont été quelques fois accompagnés de violence et de conflits armés.

La Note franco-allemande a exprimé une position claire vis-à-vis du projet du Grand Moyen-Orient initié par les Etats-Unis : « Les Etats-Unis ont proposé une réflexion sur le Grand Moyen-Orient, et les moyens d'accompagner sa modernisation. Nous devons accueillir favorablement la possibilité de travailler ensemble et de coordonner nos efforts. L'Union européenne devrait aspirer à un partenariat transatlantique avec le Moyen-Orient. L'Union Européenne doit définir une approche distincte qui complète celle des Etats-Unis en s'appuyant sur ses propres institutions et instruments ».

Ce genre « d'appel européen » au partenariat et à la compréhension, peut avoir un grand intérêt. Ceux qui doivent porter la responsabilité de relever le défi culturel réel, devraient en tirer profit et l'employer de façon rationnelle. Mais ceci ne nécessite pas de demeurer épaté face au modèle occidental, et de considérer sa culture comme le train « salvateur » que les personnes concernées par la modernisation doivent prendre pour arriver au port du salut.

De même, le défi culturel est certes l'aspect le plus compliqué dans le rapport des pays du Grand Moyen-Orient avec la mondialisation. Il n'y a pas de doute que les médias jouent un rôle très important pour déterminer la nature de ce rapport et le pousser dans un sens ou dans un autre, notamment à la lumière de la contradiction qui existe entre la dimension universelle de la mondialisation et la tendance des cultures à affirmer les spécificités de leurs identités. La révolution informatique, notamment les réseaux internet, fait davantage paraître cette contradiction. En effet, le flux d'informations sur tout ce qui se passe dans le monde coïncide avec la recherche d'une certaine auto-suffisance. Cela va dans le « sens contraire » de tout véritable dialogue.

En revanche, il suffit à ce propos, de jeter un rapide coup d'œil sur le contenu des différents médias occidentaux, notamment la télévision, pour comprendre que ce qu'ils présentent eux aussi, est très loin de l'esprit du dialogue. L'autre est devenu, notamment après le 11 septembre 2001, l'extrémiste et le terroriste montré dans de nombreux reportages et études. Et cet autre-là n'est que l'Arabe ou le musulman.

La réalité médiatique dans les pays concernés par le projet du Grand Moyen-Orient, souffre à son tour de grandes carences. En fait, les médias apparaissent comme des instruments entre les mains des seuls détenteurs du pouvoir. La règle, et non l'exception, veut que l'image du roi, de l'émir ou du président, occupe chaque jour, une place importante de la Une des journaux, ou de la plus grande partie des bulletins d'informations télévisés ou radiophoniques.

Le défi de l'information est une des questions les plus graves que tout projet de renouvellement culturel ou social doit affronter. En effet, l'information fabrique l'opinion publique et elle le fait encore davantage depuis la révolution des moyens de communication que nous vivons. C'est ainsi que ressort la responsabilité historique des médias dans les pays développés occidentaux, qui jouissent d'une grande liberté d'expression, ainsi que celle des médias dans les pays du projet du Grand Moyen-Orient, qui, pour le moins qu'on puisse dire, ne jouissent que d'une part quasiment nulle de cette liberté.

A ce propos, il y a lieu d'évoquer l'expérience de la chaîne de télévision *Al-Jazeera* qui diffuse ses programmes à partir de l'Etat du Qatar. Cette chaîne, quoi qu'en dise, a réalisé un grand bond en avant, pour ne pas dire une révolution, dans le paysage médiatique arabe et même mondial. Dans tous les cas, la chaîne *Al-Jazeera* est celle qui a ouvert la voie à une série d'autres chaînes satellitaires qui jouissent d'une certaine liberté d'expression qui se rapproche ou s'écarte de la ligne officielle de leurs Etats. Il s'agit pour l'essentiel des chaînes d'Abou Dhabi et *Al-Arabya* à Dubaï.

Affirmer son identité en faisant face à la mondialisation. Voilà un vrai pari culturel et social du fait de ses liens organiques avec les concepts même du développement des civilisations et de l'interaction humaine. Ce pari prend une dimension plus grande et plus profonde pour l'avenir des pays du Grand Moyen-Orient tirés par plusieurs courants dans des directions opposées, dont le plus apparent aujourd'hui est le courant religieux avec ses différentes expressions, qui en fait appelle à fermer les portes à tout dialogue avec l'Occident et à s'auto-suffire au nom de « l'identité » culturelle et pour parer les dangers d'une « invasion culturelle ».

En revanche et sans aucune complicité avec ce courant fondamentaliste, une question légitime se pose : le dialogue culturel est-il possible entre une culture triomphante et impérieuse, vivant pleinement l'époque de la révolution informatique et une culture qui, dans la meilleure de ses formes, n'est que consommatrice marginale de l'espace modeste que concède le contrôle gouvernemental ?

Autres questions : le dialogue, tel que formulé dans la copie américaine du projet du Grand Moyen-Orient, signifie-t-il autre chose que d'imposer par tous les moyens, les valeurs occidentales américaines aux autres, au nom de la démocratie ? Ne peut-on parler ici de Cheval de Troie « démocratique » au service d'autres objectifs ?

Comment peut-on aborder un vrai dialogue si les citoyens du projet du Grand Moyen-Orient, ne peuvent, surtout depuis le 11 septembre 2001, obtenir un visa d'entrée dans des pays occidentaux en général et aux Etats-Unis en particulier, que très difficilement ? Si le cauchemar sécuritaire est compréhensible, ne serait-il pas un danger et un nouveau mur de Berlin s'il se transforme en obsession sécuritaire ?

Il est à signaler que la liberté de se déplacer n'est pas seulement entravée entre les deux mondes, elle est limitée et parfois plus difficile entre les pays du projet du Grand Moyen-Orient même.

Alors qui peut dialoguer avec qui ? Comment sortir de la réalité de « Ghetto » qui règne dans le monde de la mondialisation ?

Après tout, la question qui résume tout est la suivante : les pays du Grand Moyen-Orient peuvent-ils affronter le défi de la modernisation ? On peut s'aventurer à répondre oui, si ces pays concernés pouvaient se diriger vers l'avenir et suivre le mouvement de l'histoire et non pas aller dans le sens contraire.

MAIS A QUEL PRIX ? !

Mohamed MAKHLOUF
journaliste et écrivain

